

Faits saillants du Budget du gouvernement fédéral 2023-2024

Mars 2023

MUNISCOPE



Table des matières

Budget 2023 en bref.....	3
Référence.....	7
Réactions	8
Gouvernements provinciaux et territoriaux	8
Associations municipales	9
Municipalités.....	11
Organisations.....	12
Médias	17
Annexe 1 : PRINCIPES À L'ÉGARD DES INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONCERNANT LES MUNICIPALITÉS	19

Budget 2023 en bref.

Le 28 mars 2023, la ministre des Finances, l'Hon. Chrystia Freeland a présenté le Budget du gouvernement fédéral 2023 intitulé [*Un plan canadien : une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère*](#). Le déficit anticipé pour cette année est de 43 milliards \$ ou 1.5% du PIB. La dette fédérale en proportion du PIB va grimper à 43.5% lors de l'année fiscale 2023-2024, en hausse de 42,5% cette année. Il est prévu que le ratio dette/PIB soit de 42,2% en 2025-2026 et de 39,9% à la fin de l'année fiscale 2027-2028.

Le présent sommaire comprend un résumé des mesures pouvant toucher les municipalités et pouvant être d'intérêt pour les ministères responsables des administrations locales.

Habitation

- Le budget de 2023 annonce que le gouvernement entend soutenir la réaffectation du financement du volet de réparation du Fonds national de co-investissement pour le logement à son volet de construction, au besoin, afin d'encourager la construction de nouvelles maisons abordables.
- 4 milliards de dollars de plus, sur sept ans, à compter de 2024-2025, afin de mettre en œuvre une stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique.

Infrastructure:

- Aucun financement additionnel en lien avec le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada; À la suite du succès du PIIC, le gouvernement examine activement les besoins continus du Canada en matière d'infrastructure en préparant une marche à suivre pour les futurs programmes fédéraux d'infrastructure. Le gouvernement fera le point sur ces travaux plus tard cette année, y compris les prochaines étapes du financement permanent du transport en commun.
- Un crédit d'impôt remboursable de 15 % pour les investissements admissibles dans :
 - les systèmes de production d'électricité sans émissions, de sources éoliennes, solaires concentrées, solaires photovoltaïques, hydroélectriques (y compris à grande échelle), marémotrices et nucléaires (y compris les réacteurs modulaires à petite ou grande échelle);
 - la production d'électricité au gaz naturel réduite (qui serait soumise à un seuil d'intensité des émissions compatible à un réseau carboneutre d'ici 2035);
 - les systèmes fixes de stockage de l'électricité exploités sans combustibles fossiles, comme les batteries, le stockage d'énergie hydroélectrique par pompage et le stockage d'air comprimé;
 - l'équipement pour le transport de l'électricité entre les provinces et les territoires.
- La Banque de l'infrastructure du Canada investira au moins 10 milliards de dollars dans l'énergie propre et au moins 10 milliards de dollars dans les infrastructures vertes, deux de ses secteurs prioritaires. Cela lui permettra d'investir au moins 20 milliards de dollars pour appuyer la construction d'importants projets d'infrastructure d'électricité propre et de croissance propre. Ces investissements seront financés par les ressources existantes.
- 3 milliards de dollars sur 13 ans, à compter de 2023-2024, pour :

- reconstituer le financement du Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification afin d'appuyer les priorités régionales critiques et les projets dirigés par les Autochtones, et ajouter les projets de transmission aux critères d'admissibilité au Programme;
 - renouveler le Programme des réseaux intelligents afin de poursuivre le soutien à l'innovation du réseau électrique;
 - créer de nouveaux investissements dans des activités scientifiques afin d'aider à tirer parti du potentiel éolien extracôtier du Canada, particulièrement au large des côtes.
- Afin de renforcer davantage les systèmes de transport et l'infrastructure des chaînes d'approvisionnement du Canada, le budget de 2023 propose ce qui suit :
 - allouer un financement de 27,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, à Transports Canada en vue de l'établissement d'un bureau des chaînes d'approvisionnement des transports qui travaillera avec l'industrie et d'autres ordres de gouvernement pour intervenir lors de perturbations et mieux coordonner les mesures visant à renforcer la capacité, l'efficacité et la fiabilité de l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement des transports du Canada;
 - collaborer avec l'industrie, les provinces, les territoires et les peuples autochtones à l'élaboration d'une feuille de route à long terme pour l'infrastructure de transport du Canada afin de mieux planifier et coordonner les investissements nécessaires pour soutenir la croissance commerciale future;
 - allouer un financement de 25 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, à Transports Canada afin qu'il collabore avec Statistique Canada à l'élaboration de données sur les chaînes d'approvisionnement des transports qui aideront à réduire la congestion, à rendre nos chaînes d'approvisionnement plus efficaces et à éclairer la planification future de l'infrastructure - on recourra aux ressources existantes.
 - 29,9 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2023-2024, à Transports Canada pour le Programme de contribution pour les services de traversiers afin d'appuyer l'exploitation sécuritaire et fiable des services de traversiers dans l'Est du Canada. Cela comprendra l'affrètement d'un deuxième navire pour la route Wood Islands-Caribou.
 - 47,8 millions de dollars sur neuf ans, à compter de 2023-2024, et 225,5 millions de dollars en amortissement restant, à la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée pour le réaménagement de la partie fédérale de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain.
 - 576,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, et 192,3 millions de dollars en amortissement restant, à la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée pour l'exploitation, l'entretien et la réparation de son infrastructure dans la région du Grand Montréal.

Climat et environnement:

- 15,3 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, à Sécurité publique Canada afin de créer un portail en ligne accessible au public où les Canadiens peuvent accéder à l'information sur leur degré d'exposition aux inondations [cet item peut potentiellement déroger aux principes de 2016 à l'égard des interventions du gouvernement fédéral concernant les municipalités – voir annexe]

- Le gouvernement fédéral entend lancer, en partenariat avec les provinces et les territoires, une nouvelle solution pour combler les lacunes en matière de protection contre les catastrophes naturelles et aider les Canadiens à avoir accès à une assurance abordable.
- 48,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, et 3,1 millions de dollars par année par la suite à Sécurité publique Canada pour l'identification des zones inondables à risque élevé et la mise en oeuvre d'un programme modernisé d'accords d'aide financière en cas de catastrophe, qui stimulerait les efforts d'atténuation.
- D'ici la fin de 2023, le gouvernement présentera un plan concret visant à accroître l'efficacité des processus d'évaluation des répercussions environnementales et d'autorisation pour les grands projets, y compris en venant préciser les échéances et réduire les délais, remédier aux pratiques inefficaces et renforcer la concertation et les partenariats.
- 31,7 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, à Sécurité publique Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour qu'ils collaborent avec le ministère des Finances du Canada à l'établissement d'un programme d'assurance à coût modique contre les inondations, visant à protéger les ménages exposés à un risque élevé d'inondation et sans accès à une assurance adéquate. Il s'agirait notamment d'offrir une réassurance par l'intermédiaire d'une société d'État fédérale et un programme distinct de subventions d'assurance.
- 650 millions de dollars sur 10 ans, à compter de 2023-2024, pour appuyer les travaux de surveillance, d'évaluation et de remise en état dans les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac des Bois, le fleuve Saint-Laurent, le fleuve Fraser, la rivière Saint-Jean, le fleuve Mackenzie et le lac Simcoe. Le budget de 2023 propose également de verser 22,6 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, pour favoriser une meilleure coordination des efforts visant à protéger l'eau douce dans l'ensemble du Canada.
- 85,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, avec un amortissement restant de 0,4 million de dollars, et 21 millions de dollars par année par la suite pour appuyer la création de l'Agence canadienne de l'eau, qui aura son siège à Winnipeg. D'ici la fin de 2023, le gouvernement présentera un projet de loi qui établira pleinement l'Agence canadienne de l'eau à titre d'entité autonome.
- 165,4 millions de dollars sur sept ans, à compter de 2023-2024, à Transports Canada pour l'établissement d'un programme de corridors maritimes verts, afin de réduire l'incidence du transport maritime sur les communautés et les écosystèmes environnants. Ce programme contribuera à accélérer le lancement de la prochaine génération de navires propres, à stimuler les investissements dans les technologies d'alimentation à quai et à donner la priorité aux navires à faibles émissions et à faible bruit dans les ports.

Rural Development:

- 368,4 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, et 3,1 millions de dollars en amortissement restant, à Ressources naturelles Canada pour renouveler et mettre à jour le soutien du secteur forestier, y compris pour la recherche et le développement, le leadership autochtone et international, et les données. De ce montant, 30,1 millions de dollars proviendraient des ressources ministérielles existantes.
- 10 millions de dollars en 2023-2024 pour bonifier le Fonds des infrastructures alimentaires locales afin de renforcer la sécurité alimentaire dans les communautés rurales, autochtones et nordiques du pays.

Communautés autochtones:

- 30 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, à Services aux Autochtones Canada afin d'améliorer le Programme de gestion de l'environnement et des terres de réserves, pour que les Premières Nations puissent renforcer leur capacité d'exercer une responsabilité accrue sur leurs terres, leurs ressources et leur environnement.
- 11,4 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada pour assurer la consultation des communautés autochtones et mettre à jour les lignes directrices fédérales à l'intention des fonctionnaires fédéraux relativement à l'obligation de la Couronne de consulter les peuples autochtones.
- 76,3 millions de dollars en 2023-2024 à Services aux Autochtones Canada afin de continuer à soutenir la capacité administrative des gouvernements des Premières Nations et des conseils tribaux qui offrent des programmes et des services essentiels à leurs membres.
- 19,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada pour le Programme d'aide financière aux participants du Nord afin d'accroître la participation des Autochtones et des autres résidents du Nord aux évaluations environnementales et réglementaires des grands projets.
- 1,6 million de dollars sur deux ans, à compter de 2023-2024, à l'Agence canadienne de développement économique du Nord pour le Bureau de gestion des projets nordiques afin de renforcer la capacité du gouvernement fédéral de participer aux évaluations environnementales des grands projets dans les territoires et de consulter les communautés autochtones à cet égard.
- Le gouvernement fédéral continue également d'encourager et de faciliter les arrangements fiscaux entre les gouvernements provinciaux ou territoriaux et les gouvernements autochtones intéressés.
- Le gouvernement continuera également d'explorer le rôle potentiel d'autres outils, dont les arrangements fiscaux, pour permettre aux communautés autochtones de bénéficier véritablement de l'exploitation des ressources.
- 8,7 millions de dollars en 2023-2024 à Ressources naturelles Canada pour favoriser des engagements plus profonds avec les partenaires autochtones, y compris les titulaires de droits autochtones, en vue de l'élaboration du cadre national de partage des avantages.
- Le budget de 2023 annonce que la Banque de l'infrastructure du Canada accordera des prêts aux communautés autochtones pour les aider à acheter des participations en capital dans des projets d'infrastructure dans lesquels la Banque investit également. Ces prêts proviendront de l'enveloppe de financement actuelle de la Banque de l'infrastructure du Canada.
- le gouvernement réaffirme son engagement à négocier une formule de financement opérationnelle renouvelée avec le Conseil consultatif des terres pour assurer la croissance et le succès continu de la gestion des terres des Premières Nations.
- 35,3 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et à Ressources naturelles Canada pour qu'ils élaborent conjointement, avec le Conseil consultatif des terres, un nouveau registre national des terres dirigé par les Premières Nations qui offrira aux communautés participant à la gestion des terres des Premières Nations plus de possibilités de réaliser les avantages économiques découlant du contrôle local sur leurs terres.
- 810,6 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, pour soutenir les déplacements à des fins médicales et maintenir les services nécessaires sur le plan médical

dans le cadre du Programme des services de santé non assurés, y compris les services de santé mentale, les soins dentaires et de la vue, et les médicaments.

- 20 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2022-2023, pour soutenir des projets dirigés par des Autochtones pour des collectivités plus sûres dans le cadre de l'initiative Voies vers des communautés autochtones sûres.
- 95,8 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, et de 20,4 millions de dollars par année par la suite pour aider les familles autochtones à avoir accès à l'information sur leurs proches disparus et assassinés, et pour améliorer les services aux victimes en vue de soutenir leurs parcours de guérison.
- 2,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, pour faciliter et coordonner les travaux visant à faire progresser le Plan d'action national en soutenant une table fédérale-provinciale-territoriale-autochtone permanente sur les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+ autochtones disparues et assassinées.
- 444,2 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2022-2023, pour aider la Première Nation de Peguis au Manitoba et la Première Nation de Louis Bull Tribe en Alberta à exercer leur compétence sur leurs systèmes de protection de l'enfance et à prendre des décisions sur la meilleure chose à faire pour leurs enfants et leurs familles.
- 2,8 milliards de dollars dans le cadre du règlement du litige collectif de la bande, afin d'établir une fiducie pour soutenir les activités de guérison, de mieux-être, d'éducation, de patrimoine, de langue et de commémoration. Le gouvernement proposera également des modifications législatives visant à exonérer de l'impôt le revenu et les gains de la fiducie.

Tourisme

- 108 millions de dollars sur trois ans, selon la comptabilité de caisse, à compter de 2023-2024, aux agences de développement régional afin d'aider les communautés, les petites entreprises et les organisations sans but lucratif à mettre sur pied des projets et des événements locaux.

Communautés inclusives

- 49,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, à Sécurité publique Canada afin d'améliorer et d'élargir le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les communautés à risque et lui permettre de mieux répondre aux besoins en matière de sécurité des communautés, qui sont en constante évolution.

Autres

- À la suite de consultations menées avec les provinces et les territoires, le budget de 2023 propose de renouveler les programmes de péréquation et de formule de financement des territoires pour une période de cinq ans, à compter du 1er avril 2024, et d'apporter des modifications techniques afin d'améliorer l'exactitude et la transparence des programmes.

Référence

Government du Canada. Budget 2023. [Un plan canadien : une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère](#)

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

Gouvernements	Réactions
Alberta Edmonton Journal	<ul style="list-style-type: none">• Alberta Finance Minister Travis Toews said the government was “continuing to analyze” the federal budget, but was encouraged to see more detail about the previously-announced hydrogen investment tax credit.• “We will be working to understand how it will affect the overall competitiveness of the hydrogen industry here in Alberta,” said Toews, adding that the federal document doesn’t acknowledge the impact assessment process.• “We are disappointed that the federal government did not include a path to balance. This is contrary to their recent claims that the budget would represent a fiscally responsible plan,” he said.
Ontario The Star	<ul style="list-style-type: none">• Ontario Finance Minister Peter Bethlenfalvy praised several elements of the budget, including its focus on growing “clean” tech: The budget “provides significant support responding to the U.S. Inflation Reduction Act with investment tax credits in clean electricity, including small modular (nuclear) reactors, and clean technology manufacturing and extraction of critical minerals.”
Territoires du Nord-Ouest Newsroom	<p>Premier Caroline Cochrane today issued the following statement:</p> <ul style="list-style-type: none">• “One of the main areas of focus of the 2023 budget is investing in health care. While I welcome the \$196-billion health-care funding proposal with all provinces and territories, and the \$2-billion one-time top-up to the Canada Health Transfer, I have been vocal about the need for increased funding for the NWT based on the extremely high cost to administer health care services in our jurisdiction. Negotiations with Canada are ongoing on this front, and I look forward to concluding them soon.• “In addition to health care funding, I did see the introduction of a national 988 Suicide Prevention Line. This is welcome news, and I look forward to learning more about this important service.• “Building a clean economy is another area of focus in the 2023 federal budget. The Northwest Territories is a jurisdiction with great energy and critical mineral potential but we have a small population and limited financial resources. We can’t address our infrastructure challenges alone, and the Government of Canada is a key partner in this journey. Budget 2023 specifically references the ability to support clean electricity projects across the north including the Taltson Hydro Expansion Project.• “I also welcome the investment of an additional \$4 billion over 7 years to implement a co-led Urban, Rural and Northern Indigenous Housing Strategy and look forward to working with Canada to ensure the strategy benefits the Northwest Territories. The NWT’s housing situation is in dire need of investment, and it is my hope that this new money is a step toward making a significant difference in meaningfully addressing the lack of appropriate housing.

	<ul style="list-style-type: none"> • "Another highlight of the budget for the Northwest Territories is the proposal to provide \$650 million over 10 years to support monitoring, assessment, and restoration work in waterways across the country, including the Mackenzie River. • "Finally, \$6.9 billion over 12 years has been slated to continue to support environmental remediation activities related to eight large and complex abandoned mine sites in the Northwest Territories and Yukon. • "While we did not see direct new transportation infrastructure funding in Budget 2023, we have appreciated recent announcements and work with Infrastructure Canada to make funding under our current agreements better meet the context of the Northwest Territories.
Nunavut CBC News	<ul style="list-style-type: none"> • Nunavut Premier P.J. Akeeagok highlighted some of the budget investments applicable to that territory, including health funding and the Indigenous housing strategy. The budget initiatives will "contribute to our government's efforts to improve access to housing and health care services here in Nunavut," Akeeagok said.

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	<ul style="list-style-type: none"> • La FCM considère que le budget fédéral 2023 représente une avancée sur certains enjeux municipaux prioritaires pour les municipalités canadiennes, mais il ne prévoit pas de mesures pour répondre à toutes les questions pressantes des villes et collectivités. • « Au nom de ses 2100 membres, la FCM a formulé des recommandations visant à doter les municipalités des fonds nécessaires pour mettre en œuvre des solutions efficaces, notamment en matière d'atténuation des catastrophes et d'adaptation aux changements climatique, de renouvellement des infrastructures, de logement abordable et de bien-être communautaire. • « La FCM se réjouit de l'annonce de 4 milliards de dollars sur sept ans pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique. Il s'agit d'une priorité de longue date de la FCM, et nous continuons d'insister pour que cet effort soit dirigé par les parties prenantes autochtones. La FCM poursuit ses demandes pour des investissements additionnels dans les programmes cruciaux mis en œuvre actuellement pour résoudre les enjeux du logement et de l'itinérance chronique au pays, comme le programme Vers un chez-soi et l'Initiative pour la création rapide de logements, qui viennent en aide aux personnes les plus vulnérables de la population canadienne. • « La FCM salue le fait que le gouvernement s'engage dans ce budget à examiner les besoins du pays en matière d'infrastructures, à tracer

	<p>le parcours pour la prochaine vague de programmes fédéraux d'infrastructures, de faire une mise à jour au cours de l'année portant notamment sur les étapes à franchir pour mettre en place un financement permanent des transports en commun. Comme d'importants programmes nationaux de financement des infrastructures sont sur le point de s'achever ou d'être renégociés, ou encore la demande dépasse l'offre, la FCM souligne que les municipalités sont des parties intégrales de la conception des infrastructures fédérales de demain. Nous préconisons entre autres d'établir un fonds pour les infrastructures d'eau et d'eaux usées, d'investir annuellement dans les infrastructures communautaires, de soutenir le Fonds permanent pour le transport en commun, et de soutenir les collectivités rurales en adoptant un plan pour les transports collectifs intercommunautaires et en intégrant un volet de financement axé sur les besoins au Fonds pour la large bande universelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Le budget 2023 contient de solides investissements pour soutenir les progrès du pays vers un avenir carboneutre. Le nouveau financement et les mesures incitatives, incluant la production d'hydrogène, le captage, l'utilisation et le stockage de carbone (CUSC), aideront le secteur de l'énergie canadien, l'un des plus avancés au monde, à réduire les émissions de GES et à préserver sa compétitivité. De plus, les nouveaux investissements dans l'électricité propre aideront les municipalités à poursuivre la mise en œuvre de politiques et de programmes favorisant la réduction d'émissions dans les transports, les bâtiments et les matières résiduelles, et ainsi à faire progresser nos collectivités sur le chemin de la carboneutralité. • « La FCM est déçue de constater que le budget 2023 ne contient pas d'engagement à assumer les coûts rétroactifs de l'augmentation salariale de la GRC et offre uniquement des détails sur la période de remboursement accordée aux municipalités.
<p>Union des municipalités du Québec (UMQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Union des municipalités du Québec (UMQ) déplore l'absence de mesures structurantes pour répondre aux pressions inflationnistes et climatiques auxquelles sont confrontées les municipalités. « À la lecture du budget, il n'y a rien de nouveau pour le milieu municipal et les régions, malgré le fait que nous avons des besoins criants en infrastructure, en habitation, en transport collectif, en transport aérien régional, et j'en passe ».
<p>Fédération Québécoise des municipalités (FQM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « Considérant que la FQM accompagne activement les municipalités locales et régionales dans l'élaboration de projets éoliens, nous demandons au gouvernement du Canada de confirmer que l'ensemble des mesures prévues à cet effet seront accessibles à nos membres qui souhaitent participer financièrement dans la réalisation de ces projets ». • En ce sens, la FQM désire s'assurer que : <ul style="list-style-type: none"> ○ les sociétés en commandite mises en place par les municipalités et MRC aient droit au crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre ;

	<ul style="list-style-type: none"> ○ le financement à faible coût et abondant pour les projets d'électricité – qui sera offert par la Banque de l'infrastructure du Canada et annoncé dans ce même budget – soit également disponible pour les communautés qui développent des projets éoliens.
--	--

Municipalités

Municipalités	Réactions
Edmonton Edmonton Journal	<ul style="list-style-type: none"> • Edmonton Mayor Amarjeet Sohi, a former federal Liberal cabinet minister, said Tuesday he's pleased with some new federal budget announcements, but the cash doesn't go far enough to tackle housing pressures in the city. • Sohi said investments from Ottawa in urban Indigenous housing were what the city had been asking for. On top of that, he said funding for mental health, substance use and addictions programming is important, and renewable energy, hydrogen and growth in the clean tech sector will help grow and decarbonize the economy, creating well-paying middle class jobs. • "While these are welcome investments, we are still concerned that these investments do not go far enough to tackle the challenges that urban centres like Edmonton are facing when it comes to addressing issues like houselessness and the housing crisis," said Sohi.
Calgary Global News	<ul style="list-style-type: none"> • "We're also pleased to see funding directed to the construction of new affordable housing units, given that one in five Calgary households struggles to afford housing," Calgary Mayor Jyoti Gondek said in an emailed statement on Tuesday afternoon. • But Gondek said she is disappointed in the lack of funding for downtown revitalization programs like office-to-residential conversions, a sentiment echoed by the Calgary Chamber of Commerce. • "We will continue to advocate to the federal government that cities across Canada need support in improving the livability and safety of our downtowns." • "Of the encouraging news coming out of the federal budget this afternoon, we are pleased to see a 15 per cent refundable tax credit for eligible investments into clean technology innovation," Gondek said. • "There is a further \$20 million allocation to the Canada Infrastructure Bank's Clean Power and Green Infrastructure priority areas. • "Calgary's commitment to energy transformation with projects like transit fleet electrification has positioned our city as a strong candidate for these Budget 2023 funds, as well as other capital opportunities that require partner funding."

Lethbridge	<ul style="list-style-type: none"> • "It will take some time to review the entire scope of the 2023 Federal Budget, including discussions with our City Treasurer, to see the full impacts. As always, City Council and I will continue to advocate for the supports we need in our city to best serve our residents. We look forward to working with the Federal Government in the coming weeks and months to learn more about what this budget means specifically for Lethbridge." -Mayor Blaine Hyggen
Toronto The Star	<ul style="list-style-type: none"> • "The 2023 federal budget fails to address the City of Toronto's request for operating budget support," Deputy Mayor Jennifer McKelvie said in a biting statement Tuesday afternoon. • "While I am thankful for past support during the COVID-19 pandemic from the Government of Canada, I'm disappointed the Deputy Prime Minister — a Toronto MP — would ignore a direct commitment the Federal Liberals made during the last election to former Mayor John Tory and the City of Toronto," McKelvie said • "We have been very clear to the Government of Canada what the City's needs are and about the importance of supporting Toronto — the country's economic engine."
Mississauga Twitter	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Bonnie Crombie - Great to see the federal gov't delivering on their commitment to housing by working to boost the construction of new homes while rolling out the Tax-Free First Home Savings Account, which will give first time home buyers the ability to save up to 40K tax free as of April 1. • Looking forward to more details later this year on how cities can work with the federal gov't to build on the success of ICIP, including next steps on permanent public transit funding, that will be critical as we accelerate new homes and build complete communities.
Sault Ste. Marie, ON SOO Today	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Matthew Shoemaker is mostly satisfied with the numbers that came out of Parliament Hill this week, but he's not convinced there will be an overwhelming impact on everyday families in the Sault. • "I don't think the budget will change people's lives to any great extent," he says. "There were expected things like the increase of health transfers, which is good for our communities that are facing healthcare professional shortages and long wait times. • "It's a system that seems to not have fully recovered from the effects of the pandemic, so more money going into that is a positive."

Organisations

Organisations	Réactions
Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)	<ul style="list-style-type: none"> • One major omission in the budget, Mertins-Kirkwood says, is transit funding. Public transit systems in cities and towns across the country are in a funding crisis—and municipalities have been begging the federal government for help. This budget provides zero dollars to top up public transit systems.

	<ul style="list-style-type: none"> • "Without additional funding, public transit systems will have to either increase fares or cut service," Mertins-Kirkwood says. "It's a downward spiral—worse service leads to less riders, which leads to less funding, which leads to worse service and less riders. The only way to stop it is by stepping in with funding."
Clean Energy Canada Reuters	<ul style="list-style-type: none"> • Mark Zacharias, Executive Director Of Clean Energy Canada - "We thought today's budget was generally excellent and it sets Canada on a path for prosperity. We really like the focus on electrification, the investment is needed and timely and on the scale required." • "The investment tax credits for clean tech manufacturing positions Canada as a leader, particularly in zero-emissions vehicles." • "Our suggestion for future budgets is we'd like to see production tax credits for electricity, batteries and clean hydrogen. That would help Canada match the Inflation Reduction Act."
Canadian Alliance to End Homelessness The Star	<ul style="list-style-type: none"> • Tim Richter, president and CEO of the Canadian Alliance to End Homelessness, lamented the lack of focus on housing: "For thousands of Canadians who will not be able to pay their rent this week, they will find no relief or meaningful support in this budget."
Assembly of First Nations CBC News	<ul style="list-style-type: none"> • Assembly of First Nations National Chief RoseAnne Archibald said if Trudeau intends to meet the 2030 infrastructure target, he needs to strike an "economic new deal" that empowers First Nations to share in the wealth taken from their lands. • "This prime minister is a performative reconciliationist," Archibald said. • "First Nations are not looking for a handout. We're looking for the opportunities that are the birthright of our people." • Despite that initial reaction, Archibald welcomed the pledge of more than \$100 million in Finance Minister Chrystia Freeland's latest budget for missing and murdered Indigenous women and girls.
Business Council Of Canada Reuters	<ul style="list-style-type: none"> • "On the IRA responses, I thought some of the responses (were) good. The tax credits are focused on the things we need to get right including electricity, carbon capture utilization and storage (CCUS), clean technologies. But execution and implementation are super important." • "A budget doesn't solve everything. There was so much they could do, they chose to focus mainly on tax credits for their response to the IRA. I think those are, for the most part, well targeted." • "No big surprises other than a much more risky fiscal framework going forward than a lot of people had hoped for."
Canadian Federation of Independent Business (CFIB)	<ul style="list-style-type: none"> • "The biggest win in the 2023 budget is the deal reached with Visa and Mastercard to reduce credit card fees for small business owners," said Dan Kelly, CFIB president. "A reduction of up to 27% in small business merchant fees is significant, but more details are needed to determine how many small businesses will benefit from this plan." CFIB has been working closely on this file with government and is pleased with the commitment to expand

	<p>reductions to other cards, such as American Express, and ensure the reductions are passed on to small firms by payment processors.</p> <ul style="list-style-type: none"> • "We were disappointed by the lack of meaningful debt relief for small businesses in the budget, when more than half are still carrying pandemic-related debt at an average of \$105,000," Kelly said. "An extension to the Canada Emergency Business Account (CEBA) loan repayment deadline of December 31, 2023, is desperately needed and will be a major priority for CFIB in the weeks ahead." • CFIB is disappointed that the government continues to project deficits for the foreseeable future resulting in increasing debt charges that will reach \$50 billion by 2027-2028. "Bringing the budget back to balance remains a priority for small business owners," Kelly added. • "While CFIB is pleased that the government is capping the hike in excise duties on beer, spirits and wine at 2% for 2023, we will continue to press government to end these automatic tax increases. Sadly, the government missed another opportunity to freeze the upcoming carbon tax hike on April 1, putting further cost pressures on small firms," Kelly said. The current federal carbon backstop has collected billions in revenues but has returned less than 1% of the funds that were allocated to small businesses in the form of programs and rebates.
<p>Canadian Union of Public Employees (CUPE) -EN</p>	<ul style="list-style-type: none"> • "This budget is another win for the rich, and another tough loss for workers trying to put a roof over their heads and food on the table for their families," said CUPE National President Mark Hancock. "Corporate greed is pouring gasoline on the fire of the inflation crisis, but the Liberals and Conservatives are happy to let it burn." • "Measures like dental care and the GST rebate mean at least workers and families aren't walking away empty-handed, but the Liberals could have done so much more," said CUPE National Secretary-Treasurer Candace Rennick. "The budget was another missed opportunity to deliver on affordable housing, and long-awaited, long-promised services like pharmacare. It's regrettable the government has once again failed to deliver on those promises."
<p>Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) salue la décision du gouvernement fédéral de s'engager à clairement modifier le Code canadien du travail avant la fin de 2023 pour interdire le recours aux briseurs de grève pour les entreprises sous compétence fédérale. • «Aussi, il faut souligner la volonté du gouvernement d'investir dans la transition énergétique et verte et de reporter le retour à l'équilibre budgétaire. La FTQ est par contre déçue du manque d'engagement clair pour mettre en place un véritable régime public et universel d'assurance médicaments»
<p>Canadian Housing and Renewal Association</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Budget 2023 featured half measures to address the housing crisis • Half measures have consequences. The lack of housing investment in Budget 2023 means that Canada is ill-equipped to tackle the housing crisis.

	<ul style="list-style-type: none"> • While CHRA was pleased to see \$4 billion allocated over seven years to implementing a co-developed urban, rural, and northern (URN) Indigenous Housing Strategy, the amount of funding is woefully insufficient to address current needs. • According to the National Housing Council, which was appointed by the current government, \$56 billion is needed over the next ten years to address the current shortfall in URN Indigenous housing to specifically protect those in greatest need by addressing affordability issues. • Moreover, the intention for Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) to implement an URN Indigenous Housing Strategy ignores past commitments, including in Minister Hussen’s Mandate Letter, to deliver this funding through a national Indigenous-led housing centre. • A dedicated URN Indigenous housing strategy remains an outstanding and overdue promise since the launch of the National Housing Strategy in 2017. Prime Minister Trudeau committed to address this gap by supporting an URN Indigenous housing strategy in the run-up to both the 2019 and 2021 federal elections. Budget 2022 provided a \$300 million funding commitment, representing a mere 0.54 percent of the amount required. To this date, none of that money has provided affordable housing for a single Indigenous person.
Canadian Chamber of Commerce	<ul style="list-style-type: none"> • “Today was an opportunity to lay out a clear plan for growth. While there are some positives, we still lack a coordinated strategy to generate that economic growth over the long term,” says Perrin Beatty, President and CEO of the Canadian Chamber of Commerce. “Businesses across the country are feeling the impact of anemic growth coupled with labour shortages and rising costs for doing business. For future generations to enjoy the opportunities and prosperity we have been so fortunate to inherit, we must unleash the potential of private industry by building a 21st Century workforce, investing in trade-enabling infrastructure and fixing our broken regulatory system.” • The Canadian Chamber is pleased to see the government commit to work with business to establish a National Supply Chain Strategy. However, this was also a missed opportunity for the government to introduce measures to encourage private sector investment by fixing a broken regulatory system and stepping up efforts to get the provinces to eliminate barriers to interprovincial trade. • Although the Canadian Chamber is pleased to see a number of new measures introduced which will ensure our domestic clean technology players can remain competitive in the face of the U.S. Inflation Reduction Act, significant details are still missing from the Budget, including the scope of some of the tax credits and when the Canada Growth Fund will begin disbursing funds.
Public Service Alliance of Canada	<ul style="list-style-type: none"> • The government’s plan to cut nearly \$15 billion in programs and services over the next four years is a major step backwards when



	<p>they should be focused on building a strong social safety net when Canadians need it most.</p> <ul style="list-style-type: none">• The government plans to find \$8.6 billion in cuts across federal departments, Crown corporations and agencies, and also plans to save an additional \$6.4 billion by delaying or cancelling previously announced programs.• "The last time we saw blanket reductions across the board, it meant major cuts to public services and the workers who deliver them," said Chris Aylward, Public Service Alliance of Canada (PSAC) National President. "You can't have it both ways. You can't find \$15 billion in cuts without slashing the vital services that Canadians depend on."• The promise to cut back on outsourcing and management consulting is a positive step forward, but doesn't go far enough to end the contracting out of frontline public services.• "Dollar for dollar, history shows that the public service delivers better bang for your buck than over-priced, external management consultants," said Aylward. "The government is right to crack down on the 'shadow-public service,' but the devil is in the details. Canadians need to see the government's plan to reduce spending on corporate advisors."• It's encouraging to see the government make a real investment in Black public service workers by increasing funding for a mental health fund and career development program, however the work needs to be transparent and informed by Black workers. Budget commitments to pass anti-scab legislation and legislation to better protect gig workers are welcome but still require real action.• Budget 2023 also leaves unanswered questions for the 165,000 PSAC federal public service workers who have been working without a contract for nearly two years.• "Everyday costs have become unaffordable for Canadians, and workers are falling behind," said Aylward. "As strike votes wrap up in the coming weeks, the real test will be whether this government is prepared to walk the talk by delivering a decent contract for workers that keeps up with the rising cost of living."
<p>Canadian Taxpayers Federation</p>	<ul style="list-style-type: none">• "This budget is giving taxpayers big deficits, more money wasted on interest charges and higher taxes," said Franco Terrazzano, Federal Director of the CTF. "This government doesn't care about fiscal prudence or helping taxpayers."• "Giving a few families back some of their GST money is really just an admission there's a problem without looking for a serious solution," Terrazzano said. "Taxpayers need real tax relief."

Médias

Médias	Réactions
La Presse (1)	<ul style="list-style-type: none"> • Avec ce budget, le gouvernement libéral maintient l'illusion du contrôle. Il réagit autant qu'il planifie. Et quand on additionne ses réactions, ça coûte cher. • Si le contexte était imprévisible, la réaction des libéraux n'a pas surpris. Ils ont suivi leur instinct : sortir le chéquier. • Vu de Québec, le budget contient du bon et du mauvais. Mesure surprise, Ottawa rembourserait jusqu'à 15 % des coûts de la production d'électricité propre. Et ce, jusqu'en 2034, grâce à un programme normé, donc sans devoir négocier à la pièce. Un cadeau qui pourrait devenir empoisonné si les États-Unis y voient une subvention et poursuivent Hydro-Québec en vertu de notre traité de libre-échange.
La Presse (2)	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement n'avait pas le choix, il devait absolument répondre à l'offensive majeure des Américains pour prendre le virage de l'économie verte, offensive qui se trouve dans le mal nommé <i>Inflation Reduction Act</i> (IRA) américain. • En somme, Ottawa devait assurément avoir un plan vert ambitieux, mais il oublie l'équilibre budgétaire pour plusieurs années. Par chance, le Canada a un endettement encore fort respectable, bien qu'à un sommet depuis 20 ans (43,5 % du PIB pour le fédéral au 31 mars 2024), ce qui reste bien moindre que dans les autres pays du G7. • En quelque sorte, ce sont les Américains qui écrivent nos déficits des prochaines années, et les entreprises qui s'en frottent les mains...
Le Journal de Québec/Montréal	<ul style="list-style-type: none"> • Le jour allait toujours arriver où les dépenses pharaoniques du gouvernement Trudeau allait le rattraper. Au moment où il en aurait le plus besoin, ses choix seraient sévèrement limités. • La morale de l'histoire: le gouvernement Trudeau est toujours aux prises avec son problème de panier percé. Or, c'est la prospérité économique future du Canada qui risque d'en faire les frais.
National Post	<ul style="list-style-type: none"> • Finance Minister Chrystia Freeland has abandoned the Liberal government's pledge to return the federal budget to balance, instead committing to years of further deficits as she made bigger spending plans to transform the economy to use less carbon.
CBC	<ul style="list-style-type: none"> • The budget contains no new details on money to pay for transit infrastructure for municipalities, but promises information by this fall on the big-ticket permanent fund worth \$3 billion a year that's to start in 2026-27, which was announced a couple years ago. • The budget makes no mention of funding to help municipalities operate their transit systems. The City of Ottawa has relied on pandemic-era funding for OC Transpo, and its current budget is



	based on receiving an extra \$39 million from upper levels of government.
Calgary Herald	<ul style="list-style-type: none">• But the Calgary Chamber of Commerce said the budget shows fiscal restraint while reducing red tape and promising supports for clean technology, the supply chain and internal trade.• Even so, the federal blueprint missed an opportunity to tackle affordability issues for business and shortcomings in the labour force's size and skills, said Chamber president Deborah Yedlin.• "Today's budget reflects the cautious optimism felt by businesses by avoiding unnecessary spending to manage the inflationary environment," Yedlin said in a statement.

Annexe 1 : PRINCIPES À L'ÉGARD DES INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONCERNANT LES MUNICIPALITÉS

**Réunion provinciale et territoriale des ministres responsables des administrations locales Québec
– les 6 et 7 juillet 2016**

Respect des compétences provinciales et territoriales


Les initiatives du gouvernement fédéral doivent respecter les compétences provinciales et territoriales à l'égard des questions touchant les affaires municipales ainsi que leur autorité législative en la matière.

Dans cet esprit :

- Les programmes découlant des initiatives fédérales concernant les municipalités devront faire l'objet d'ententes fédérales, provinciales-territoriales qui devront :
 - respecter les priorités provinciales et territoriales;
 - assurer que les projets et programmes émanant de l'initiative entreprise par le gouvernement fédéral sont assujettis à l'approbation des provinces et des territoires.
- Il revient aux provinces et aux territoires de déterminer individuellement le type de consultation à établir avec leurs municipalités.
- Les ententes et les arrangements financiers entre le gouvernement fédéral et les provinces et les territoires relativement aux initiatives et aux programmes fédéraux doivent être transparents à l'égard de toutes les provinces et de tous les territoires.
- Les initiatives fédérales doivent reconnaître les différents besoins et les situations propres à chaque province et territoire et faire preuve de souplesse et d'adaptabilité.
- Les initiatives et les programmes du gouvernement fédéral susceptibles de concerner les municipalités devront être élaborés et planifiés après consultation des provinces et des territoires et avec leur accord.

Financement

- Tout financement fédéral susceptible de concerner les municipalités devra être stable et soutenu, traduisant ainsi un engagement envers des solutions à long terme.
- Les provinces, les territoires et les municipalités ne soutiendront pas d'initiatives fédérales à long terme sans financement fédéral.
- Les initiatives fédérales ne devront pas exercer de pressions sur les provinces et les territoires pour qu'ils détournent des ressources financières de leurs priorités actuelles ou qu'ils affectent des ressources dans des domaines qui ne sont pas prioritaires pour eux.
- Les initiatives fédérales ne susciteront pas d'attentes de nouveaux revenus de la part des provinces et des territoires aux municipalités.
- Les initiatives et les programmes fédéraux touchant les municipalités seront offerts à l'ensemble des provinces et des territoires.

- 
- Le gouvernement fédéral continuera de reconnaître les défis en matière d'infrastructure dans les provinces et territoires faiblement peuplés et maintiendra la formule d'un financement de base en plus de son prorata de la population dans ses programmes de financement.

MUNISCOPE

789 Don Mills Road, Suite 704
Toronto, ON M3C 1T5
muniscope.ca

